

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du **N**ouveau **P**arti **A**nticapitaliste de **G**ironde

**Contre l'Europe des financiers,
du chômage et de la précarité**

Le combat continue



**Européennes
Bilan**

**SNPE, Thalès, Labinal
Combat pour l'emploi**

**Santé
Non
au dépassement
d'honoraires**



DESINTOX

Réforme ?

La presse le dit : "Victoire de L'UMP aux Européennes : nouvel élan pour les réformes !"

"Élu pour réformer la France", comme il aime à le répéter, Sarkozy (et ses comparses) se gargarise du mot, en imbibant le discours médiatique qui l'avale religieusement pour nous le recracher tel l'élixir, remède de tous nos maux.

Réformer de *re-* et *former*, c'est « former de nouveau, refaire ce qui était défectueux ». Terme positif s'il en est, la réforme est toujours "amélioration" dans le domaine moral ou social, "changement profond apporté dans la forme d'une institution afin de l'améliorer, d'en obtenir de meilleurs résultats". Spécifiquement, réforme signifie "amélioration partielle ou progressive de l'ordre social, sans violence" : réforme n'est pas révolution nous dit le dictionnaire... ça on s'en doutait !

Maître mot des partis institutionnels et de la politique gouvernementale, réforme et réformer sont censés agir comme des solutions en soi. Dès qu'un domaine a été réformé, on considère qu'il n'y a plus de problème et on passe au suivant.

Car le principe de la réforme libérale, c'est d'être toujours dans l'accumulation de réformes, l'action, la modernisation, la rénovation, l'engagement, l'élan, la croissance. Finalement le petit nerveux et ses soubresauts compulsifs incarnent bien cette tendance. Et c'est en s'abritant derrière ce chant réformiste que des Kouchner, Besson et autre Strauss-Kahn, pseudo socialistes, cèdent avec empressement aux sirènes de l'ouverture et viennent s'infuser leur part de pouvoir.

Mot écran, mot vide en fait, réforme masque des réalités inquiétantes. Et son premier usage est de rendre acceptable aux yeux de tous, le démantèlement des institutions publiques, l'accélération des privatisations, la casse des droits sociaux, la violence du système.

Réformer, loin de « refaire ce qui était défectueux » consiste en réalité à défaire ce qui était fait : les acquis sociaux nés des luttes de nos aînés, une certaine conception de l'Etat issue du Conseil National de la Résistance, celle d'un Etat au service du peuple. Le constat est sans appel : les réformes n'ont cessé d'aggraver la situation pour la majorité.

Alors, à choisir entre les réformes et une bonne révolution...

ZN

Non à la délation des sans-papiers

Le zèle sécuritaire est décidément contagieux ; il se répand dans les mairies, de droite, mais aussi de gauche. Dernièrement, trois mairies se sont illustrées pour leur zèle à dénoncer des sans-papiers.

A Bordeaux, lors d'une enquête préliminaire sur un mariage mixte, une lettre anonyme a dénoncé au Procureur de la République une possibilité de mariage blanc, contre des dizaines de témoignages signés.

A Rauzan, c'est le maire de droite, César, qui a ouvertement voulu empêcher un mariage mixte en harcelant les futurs époux et leurs enfants. Il a finalement été condamné par la justice.

A Lormont, commune socialiste, une adjointe au maire s'est permis

de retarder le mariage d'un jeune lormontais sous prétexte de "manque de sincérité des sentiments" envers sa future femme chinoise. Et elle a été jusqu'à dénoncer la jeune femme sans papiers au Procureur ! Sous la pression de RESF, la mairie a finalement célébré le mariage.

Les textes officiels sont pourtant formels : en aucun cas, un élu célébrant un mariage n'a à savoir si un(e) futur(e) marié(e) est sans papier. Rien ne l'oblige non plus à le dénoncer au Procureur.

Le Ministre de l'immigration Besson a instauré la "prime à la délation" accordant un titre provisoire à un sans papier en dénonçant d'autres. Comme son prédécesseur, Brice Hortefeux, il veut faire du chiffre, et compte pour rien les drames humains qu'il provoque...

M. Casanova,
conseillère municipale à
Lormont



ABONNEMENTS

Anticapitalistes !

Le Mensuel du NPA 33

Mensuel : 11 euros (11 N° auprès des comités)
15 euros (11 N° + frais d'envoi postal)

Par chèque : à l'ordre de Monica Casanova

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Anticapitalistes !

Directeur de publication : Jean-Louis Danflous

CPPAP : en cours ISSB : en cours

NPA 33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 Bordeaux

Imprimerie : Copy-Média - 23 rue Francisco Ferrer

33700 MERIGNAC

TOUT EST A NOUS

L'HEBDOMADAIRE DU NPA

Tarifs des abonnements (France et DOM-TOM) par chèque à libeller à l'ordre de N.S.P.A.C. (entourez la formule que vous avez retenue)

	6 MOIS	1 AN
L'hebdo	26 €	56 €
L'hebdo + La revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs précaires	20 €	40 €
Tarif de l'hebdo jeunes, chômeurs, précaires + La revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à La revue mensuelle	22 €	44 €

Destinataire de l'abonnement :

NOM : _____

Prénom : _____

APT, ESC, BAT : _____

N° : _____ RUE : _____

LIEU DIT (si nécessaire) : _____

CODE POSTAL : _____

VILLE : _____

Sommaire

Bilan des Européennes p. 4, 5, 6

Les sirènes de l'unité...
La nébuleuse "lobby"
Médias en Gironde : Boycott ou négligence ?
L'Huma et ses débats...

Nos vies et leurs profits p. 7, 8, 9

SNPE : Contre la privatisation
Labinal : Licenciements en marche
Thalès : Danger, Dassault arrive
Non au travail du dimanche
Prêt de main d'oeuvre : Une nouvelle attaque
Ford-First : Préparer la suite de la mobilisation
Rapport Cotis... appliqué ?

Santé p. 9, 10

Chronique *Comment ça va ?*
Mobilisation contre les dépassements d'honoraires
Manifestation des étudiants infirmiers

Éducation p. 11, 12

Révolution néolibérale à l'école
Floirac : Escalade sécuritaire à l'école
EVS : Les dindons de la farce
Saint Nicolas...

Dans les municipalités p. 13

Impôts locaux en hausse
Lormont : Rigueur salariale et vitrine touristique
Libourne : Mobilisation pour l'eau publique

Féminisme p. 14

Juin au féminin
L'art de la désinformation

Ecologie p. 15

A lire : *Comment les riches détruisent la planète*
Bassens : Cerexagri

International p. 16

Mobilisation pour Salah Hamouri
A lire : *Destins croisés*, de Michel Warschawski
Lutte de classe ? "L'intérêt de tous les français..."

Préparons la suite

Les élections européennes auront été marquées par l'abstention (près de 60 %) qui a touché essentiellement les milieux populaires et la jeunesse. Les résultats mettent en évidence le discrédit des institutions, mais aussi du gouvernement (l'UMP n'a recueilli le vote que de 11 % des inscrits), des partis institutionnels et en particulier du parti socialiste. Ce vote exprime le mécontentement face à la situation économique et sociale dramatique, le peu d'illusion du plus grand nombre sur ce qui pouvait sortir de ces élections pour un Parlement anti-démocratique et soumis aux intérêts des multinationales, un sentiment d'impuissance à agir sur ce terrain-là.

Dans ce contexte, les 5,61 % obtenus par la liste NPA Sud-Ouest conduite par Myriam Martin sont notables (4,89 % nationalement). Même si on ne peut que regretter qu'il n'y ait pas d'élu anticapitaliste dans ce Parlement pour s'y faire le relais des luttes sociales, y défendre un programme d'urgence, aider à tisser des liens anticapitalistes à l'échelle de l'Europe.

Les résultats des listes NPA montrent que nos idées et que notre positionnement trouvent un écho important parmi la population.

La campagne n'a certes pas suscité l'enthousiasme, mais elle nous a permis de discuter largement, de conforter tous ceux qui veulent riposter. Les meetings et les réunions publiques ont été autant d'occasions de regrouper les militants, les sympathisants et un milieu plus large. Au travers des activités de la campagne, c'est tout le processus de construction du NPA qui s'est renforcé.

L'enjeu est évidemment le développement d'un réseau militant le plus large possible qui permette de défendre les idées de la riposte nécessaire pour ne pas payer la crise, de la coordination des luttes, du regroupement et de l'unité des forces anticapitalistes. Même si la situation sociale est particulièrement difficile avec les licenciements et le chômage, avec les reculs qui nous sont imposés dans tous les domaines, il y a un peu partout des résistances, des collectifs qui s'organisent.

Face à la brutalité de la crise du capitalisme, les consciences évoluent et la révolte contre ce système économique grandit même si les résultats des élections ne le montrent pas clairement. Il y a en effet quelque part un décalage entre ce qui sort des urnes et ce qui se discute dans les quartiers ou dans les usines. Nous savons que le NPA peut jouer un rôle important, pour tisser les liens de solidarité et redonner confiance à l'ensemble des salariés.

Nous savons aussi que nous ne sommes pas les seuls à pouvoir le faire. Nous côtoyons des militants d'associations, de syndicats mais aussi de partis politiques qui ont les mêmes préoccupations. A nous d'aider à ce que se construisent les regroupements et l'unité pour les luttes et la défense des intérêts collectifs de la population et des salariés.

Nous continuons à proposer le rassemblement de toutes celles et de tous ceux, individus, mouvements et partis politiques, qui veulent changer les rapports des forces et construire ensemble une gauche radicale, indépendante du parti socialiste. ■



www.npa33.org

Élections européennes

Une première bataille qui se poursuit déjà

Vous avez entendu ? "Ils" ont gagné ? Avec 59,35% d'abstention, "ils" ont osé se montrer satisfaits, avant qu'eux-mêmes, pantins de l'UMP et ministres obséquieux devant des médias complaisants, se rendent compte du ridicule de ce triomphalisme. Avec 11,33% des inscrits, 1 électeur sur 9, difficile en effet de prétendre à un plébiscite de la politique de casse sociale de leur Seigneur Elyséen...

Cette abstention, nous la comprenons. Nous savons que c'est en grande partie la marque d'une colère contre la dégradation sociale et d'un rejet de cette construction libérale de l'Europe.

En Gironde, comme dans le reste du pays, les partis institutionnels ont été sanctionnés. Et déjà, les évolutions croisées des Verts et du PS suscitent les tractations politiciennes à la CUB, à la mairie de Bordeaux...

Nos listes obtiennent 4,89 % des suffrages et 840 713 voix au niveau national ; 5,61 % dans la "région Sud-Ouest" ; 5,28 % en Gironde.

En 1999, avec 5,18 %, 914 680 voix, les listes LCR-LO avaient obtenu cinq élu-e-s... Depuis 2004, le PS et la droite ont changé le mode d'élection pour exclure, de fait, les députés les plus contestataires.

Nous n'avons pas d'élus, mais nos résultats montrent bien que notre courant continue de s'enraciner (voir tableau), avec d'ailleurs un meilleur pourcentage qu'à la dernière présidentielle.

Du côté du PCF-FdG, l'opération Mélenchon a somme toute un effet très limité par rapport à 1999 (sauf pour lui qui récupère un mandat de secours).

Nous obtenons 9,3 % aux Aubiers, 6,68 % sur l'ensemble de Bordeaux-Nord, 7,11 % à Bègles, 7,13% à Floirac, 6,49 % à Lormont. Plusieurs cantons girondins plus ruraux donnent aussi de très bons résultats : 8,23 % à Villandraut, 7,79 % à Saint-Symphorien, 6,49 % à La Réole...

La liste conduite par Myriam Martin, avec Philippe Poutou et Isabelle Ufferte, a continué à populariser nos revendications, comme l'interdiction des licenciements, et aussi nos réponses face à la crise : la rupture avec le capitalisme et avec ses institutions. Le vote pour nos listes a donc été clairement en faveur des luttes et de cette perspective radicale, même si



faute de débat et de réelle campagne, il a quand même été difficile de faire entendre notre programme (que signifie la rupture avec le capitalisme ? Pourquoi ne peut-il y avoir de combat écologique qu'anticapitaliste ? ...).

Une 1^{ère} campagne pour le NPA

Des dizaines de réunions publiques ont été organisées dans toute la région, regroupant entre 15 et 35 personnes. Un meeting sur les questions du féminisme en a réuni une quarantaine. Quant au meeting du 20 mai, avec Olivier Besancenot et Myriam Martin, il a rassemblé près de 700 personnes dans une ambiance attentive et chaleureuse.

Mais à l'évidence, il était bien plus difficile de se faire entendre que lors des grandes manifestations du 29 janvier ou du 19 mars... Le recul des mobilisations, conséquence du refus des directions syndicales d'organiser toute confrontation sérieuse avec le pouvoir, a bien évidemment pesé. La jeunesse, après quatorze semaines de mobilisation dans les universités, sans aucun relai du côté des centrales syndicales, s'est massivement abstenue. Les travailleurs aussi, laissés seuls dans leurs résistances contre les licenciements dans le privé, les suppressions de postes dans le public.

Les raisons de la colère sont bien là, s'accumulent, s'aggravent. Le NPA continue de porter la même détermination unitaire pour les luttes,

appelant les associations, syndicats et partis de gauche à se rassembler pour œuvrer à la convergence des mobilisations contre la politique de Sarkozy et du patronat. Il continue aussi à militer pour la seule perspective d'avenir, la rupture avec ce système en faillite.

Patrick Gelos - François Minvielle

Un vrai désaccord !

Aux dernières élections, le NPA n'a pas fait liste commune avec le Front de Gauche. Pourquoi ? Parce que nous ne sommes pas d'accord sur l'essentiel.

Un exemple ?

On pouvait lire dans le *Sud-Ouest* du 22 mai : "...Contrairement au NPA, l'objectif du Front de gauche est de gouverner, il prône "la révolution par les urnes" et nie l'intérêt d'une grève générale : "On ne sait pas comment et sur quoi ça pourrait déboucher", dit Cathy Daguerre" (PCF - n°2 sur la liste Front de Gauche).

Nous, Camarades, nous pensons que la grève générale peut déboucher sur moins de misère, moins de désespérance, moins de casse sociale, plus d'espoir et d'égalité. A chacun ses ambitions.

Patrick

L'évolution des résultats en Gironde (et ceux de LO et du PCF-FdG pour comparaison)

Européennes 2009		Présidentielles 2007		Européennes 2004		Européennes 1999	
NPA	20 772 - 5,28 %	Besancenot	33 329 - 4,05 %	LCR-LO	9 623 - 2,54 %	LCR-LO	20 809 - 5,02 %
FdG	27 544 - 7 %	Buffet	15 166 - 1,84 %	PCF	20 307 - 5,37 %	PCF	25 394 - 6,12 %
LO	4 363 - 1,11 %	Laguiller	10 122 - 1,23%				

Front de gauche

Les sirènes de l' "unité"...

Les résultats à peine connus, Mélenchon et ses amis de la direction du PCF se sont félicités du fait que le Front de gauche ait fait mieux que le NPA. De très peu, certes, mais suffisamment pour poursuivre la campagne contre la politique soi-disant anti-unitaire du NPA, accusé d'agir au nom d'intérêts basement électoralistes. Et on a ainsi pu entendre à la radio M.G. Buffet - comme Mélenchon ancienne ministre de Jospin -, expliquer sans rigoler que le NPA avait refusé les propositions du Front de gauche... parce qu'O. Besancenot ne penserait qu'à sa candidature à la présidentielle de 2012.

Plus le mensonge est gros... Nous avons largement expliqué que nous n'avons refusé ce "front" que parce que les partis du Front de gauche n'ont pas voulu entendre parler d'un front électoral concernant également les élections régionales, en toute indépendance du Parti socialiste. Et c'est là que le bât blesse : les élus du PCF et du Front de gauche savent bien qu'ils ne peuvent participer aux exécutifs territoriaux qu'en constituant des listes communes avec le PS... et à condition, bien entendu, qu'ils continuent à représenter quelque chose sur le plan électoral.

La gifle reçue par le PS, le fait que le Front de Gauche ait légèrement fait mieux que le PCF aux Européennes de 2004 conforte Mélenchon et Buffet dans cette politique "unitaire". Et les grandes manœuvres pour la suite n'ont pas tardé : il s'agit maintenant d'élargir ce "front", du PS au

NPA, pour battre la droite et Sarkozy... On entend même parler de "nouveau Front populaire"...

C'est dire que nous n'avons pas fini d'entendre les sirènes d'une "unité" qui n'a pas d'autre objectif que de remettre en selle une resucée de feu la gauche plurielle...

Pas de quoi nous dissuader de poursuivre la tâche que nous nous sommes fixés, construire un parti capable de porter les intérêts politiques du monde du travail, expression de ceux qui ont rompu avec les illusions institutionnelles, dans les luttes comme dans les urnes.

Daniel M.

Perpignan : l'unité du Front de Gauche soluble dans les municipales...

La préparation des listes pour les municipales organisées en juin à Perpignan suite à la fraude de l'équipe du maire UMP sont révélatrices de la nature de l'unité qui "cimente" le Front de gauche. On aurait pu en effet s'attendre à ce que ce dernier présente une liste... Il n'en est rien. Le PC repart avec le PS, le MRC et des catalanistes, mais sans le PG refuse de s'associer. Et les anticapitalistes, NPA et LO, présentent une liste commune...

Dans les coulisses du pouvoir La nébuleuse « LOBBY »

Ils sont des milliers. Ils ont gagné et vont poursuivre leur travail de sape sociale. Les peuples d'Europe ont laissé massivement la droite libérale renforcer ses intérêts au Parlement européen : les lobbys ont de beaux jours devant eux.

Ils ont pignon sur rue et pourtant nos dirigeants, de droite comme de gauche, n'aiment guère en parler. Né avec le monde industriel, aux Etats-Unis, lobby désigne initialement le "passage, couloir" au Congrès de Washington. Industriels et financiers y placent leurs "experts" pour manœuvrer et exercer leurs pressions sur les politiques, les pouvoirs publics, à grand renfort d'expertises, de conseils et de petits cadeaux.

En Europe, ils investissent nos institutions dans les années 80, par la création de la Table Ronde des Industriels Européens (ERT). Depuis, des milliers d'agences d'experts œuvrent dans une transparence opaque, écrivant eux-mêmes lois et directives qui servent leurs intérêts. Sur les 3500 lobbys basés à Bruxelles (15 000 salariés !) 70% servent les intérêts industriels, seulement 20% les villes, régions et institutions internationales, 10% les associations à but non lucratif (syndicats, groupes de défense de l'environnement).

Et tout est affaire de gros sous.

La fédération européenne de l'industrie chimique (CEFIC) par exemple, emploie à elle seule plus de lobbyistes que toutes les organisations de défense de l'environnement réunies. C'est ce groupe de pression qui a permis que 99% des produits chimiques vendus dans l'Union Européenne n'aient pas à subir de tests officiels évaluant leur risque pour la santé et l'environnement. La Commission avait bien essayé en 1999 de proposer une réglementation plus stricte des produits toxiques. Des millions d'euros ont été dépensés en lobbying par l'industrie chimique pour forcer la Commission à revoir sa copie : puissantes pressions (de l'administration Bush notamment), pseudo rapports d'études scientifiques, menaces de risques financiers énormes avec à la clé des licenciements massifs.

des lobbys ultralibéraux particulièrement offensifs

Enfin la sacro-sainte compétitivité internationale brandie comme seul objectif politique de l'U.E. et fruit elle-même du lobbying de l'ERT (orientation consacrée par le traité de Lisbonne), a permis d'emporter le morceau : nouvelle copie en 2003, contrôles revus à la baisse et vides juridiques pour les produits notoirement toxiques.

Armement, contrats publics, industries pharmaceutiques, chimiques, médias, agriculture,

viticulture... tous les secteurs sont la proie de lobbies.

Dernière tendance : la percée de plus en plus décomplexée de lobbies ultralibéraux particulièrement offensifs comme le Center for the New Europe (CNE) dont l'unique objectif est de tout libéraliser, soins de santé compris... Le renforcement de la droite européenne au Parlement laisse craindre que le pire est encore à venir.

Mais rien ne pourra affaiblir autant le pouvoir des entreprises que des citoyen-nes - nous tous ! - s'organisant à travers l'Europe contre la casse des progrès sociaux et environnementaux !

Dès lors une autre Europe sera possible !

ZN

Pour en savoir plus : écouter Lobby planet sur www.la-bas.org ou lire, en version française le guide du Corporate Europe Observatory, Observatoire de l'Europe des Entreprises, disponible sur www.amisdela terre.org

Médias en Gironde Boycott ou négligence ?

Tout au long de la campagne, nous avons interpellé les médias à maintes occasions afin qu'ils rendent compte des multiples actions, réunions, meetings organisés par les comités et la fédération autour des élections et de nos candidats. Si quelques correspondants locaux de *Sud Ouest* ont assuré un certain suivi, on peut s'interroger sur les oublis, une "tendance" quasi systématique à nous boycotter ou à négliger nos invitations. A la conférence de presse organisée le 16 mai au local du NPA pour présenter les candidats girondins, seul un journaliste de *France 3* est venu tourner quelques images... et *France Bleu Gironde*, ne pouvant se déplacer, recevait quelques heures plus tard Philippe et Isabelle.

Début mai, ayant appris que *Sud-Ouest* envisageait d'organiser le 19 mai un débat avec plusieurs têtes de liste, le groupe relais médias du NPA 33 contactait le journal pour proposer la participation de Myriam Martin. "Impossible", nous avait-il été répondu, "il y a déjà trop d'invités"... Ils en comptaient alors 5 (Front de gauche, PS, Verts, UMP et Modem). Malgré nos protestations, rien n'y fit. Et surprise dans l'édition du 20 mai : un 6^{ème} participant, tête de liste du Front National, n'était lui pas de trop...

Comment ne pas s'interroger sur la réalité de la pluralité des opinions dans ce journal et sur l'honnêteté quant aux réponses qui nous ont

été apportées ? Il est extrêmement dommageable pour la démocratie que la voix du NPA, présent quotidiennement auprès des salariés menacés de licenciements, auprès des plus modestes et des plus fragiles, ne soit pas prise en compte dans ce type de débat. Comment aussi ne pas s'étonner de ne voir aucune femme dans ce cercle restreint de têtes de liste ? Ne serait-ce qu'en terme de parité, inviter Myriam Martin aurait permis d'apporter à ce mâle cénacle un point de vue féministe sur l'Europe.

Quant au meeting à Talence avec Myriam et Olivier, malgré communiqués de presse et appels téléphoniques à l'ensemble des médias, il n'a été annoncé nulle part dans la presse !...

Et l'article paru dans *Sud-Ouest* le lendemain, censé en rendre compte se contentait de relater quelques points abordés lors de la conférence de presse un peu avant, ironisant sur la faiblesse de l'affluence au meeting (d'après lui moins de 500), alors que le journaliste avait quitté les lieux avant le début du meeting qui a rassemblé près de 700 personnes.

Boycott ? censure ? négligence ?...

Marion

L'Huma pas à la fête avec les Corses

Extrait d'une Brèves de campagne de *l'Humanité* du 27 mai :

"Le NPA en galère avec le FLNC

[...] En Corse, c'est évidemment beaucoup plus clair. Surtout depuis la publication de la liste NPA dans le Sud-Est. Y figure Alain Mosconi, chef des marins du syndicat STC courroie de transmission du politico-mafieux FLNC. Il s'était rendu médiatique en septembre 2005, par un acte de piraterie : la prise de contrôle musclée, à Marseille, du Pascal Paoli, un cargo de la SNCM, pour le conduire à Bastia, nécessitant l'intervention du GIGN. Le syndicat nationaliste avait parlé de « réappropriation de l'outil de travail ». Bizarre : deux jours après, la majorité UMP de l'Assemblée de Corse avait demandé l'arrêt des poursuites judiciaires. Que vient donc faire le NPA dans cette galère ?

Elégant, non ? Voilà qui fleure bon un PCF des années 50 qui, au passage, insulte une organisation syndicale et dénigre une action plutôt populaire.

Mais ça a dû quand même secouer car, deux jours plus tard...

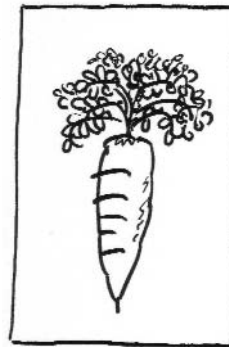
"Corse : brève à l'excès

Le raccourci et les phrases choies ne sont pas toujours le chemin le plus efficace quand l'analyse perd de sa pertinence au risque du contresens. Une brève publiée jeudi sur la présence d'Alain Mosconi, l'un des leaders des marins STC, sur la liste du NPA dans le Sud-Est, a pu être à l'évidence considérée comme injuste par rapport à l'action syndicale en général et celle de cette formation en particulier, qui regroupe quelques 5 000 salariés venus d'horizons dépassant la mouvance nationaliste. L'objectif était seulement de pointer le fait que le NPA est, d'après Alain Mosconi, le parti plus proche de l'autodétermination de la Corse, qui reste son objectif au-delà des convictions et des formes d'action revendicatives qu'il a choisi de mettre au service de la défense des travailleurs corses."

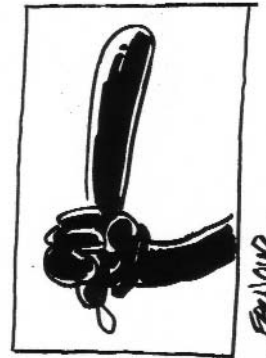
Nous voila découverts ! Oui, nous sommes pour l'autodétermination des peuples et... le respect de l'engagement syndical. Chacun son truc !

Patrick

RÉSULTATS EUROPÉENNES



CAROTTE BIO
16%



BÂTON UMP
28%

- FAUCON -

Fête de l'Humanité Pas de débat !

A l'occasion de la fête de l'Humanité, il y avait deux débats programmés : sur les élections européennes, et sur la question des licenciements ; à ce dernier le NPA était invité à la tribune.

Nous avons assisté au premier débat sur les élections. Une introduction moyenne et pas du tout axée sur les luttes sociales a été faite par des candidats PC et PG de la liste Front de Gauche. Puis il y a eu les questions des participants (entre 40 et 50). Nous sommes intervenus vers le milieu pour réagir notamment à des propos de la candidate PC qui voulait souligner l'importance d'avoir des élus en citant l'exemple de la reprise de l'usine Ford comme aboutissement de leur travail. Nous avons au contraire affirmé l'importance de la mobilisation des salariés qui avait forcé le patron à changer de stratégie, bousculé les élus jusqu'à ce qu'ils prennent enfin leurs responsabilités. Nous avons aussi défendu la nécessité de la convergence des luttes pour empêcher les licenciements.

Très rapidement pendant notre intervention, parmi le public, des gens ont exprimé leur désaccord bruyamment, en nous coupant la parole à plusieurs reprises. L'animatrice du débat a été obligée d'appeler au calme l'assemblée. Nous avons pu finir l'intervention mais dans des conditions difficiles. Par la suite, il y a eu plusieurs interventions de militants pour dénoncer le NPA et son sectarisme, lui reprochant de faire cavalier seul, et aussi contre l'idée d'une grève générale.

Pour finir, le débat qui devait suivre sur les licenciements a finalement été annulé sans trop d'explications. Le Front de Gauche est unitaire mais pas trop pour la discussion !

Philippe

SNPE St Médard-en-Jalles Non à la privatisation !

L'article 11 de la loi de programmation militaire prévoit la privatisation de la SNPE, dite "la Poudrerie". La loi est discutée au Parlement en ce moment. Le PDG de la SNPE, M. Gendry, a été nommé par Sarkozy dans ce but. C'est le démantèlement de la SNPE qui est prévu. Seule SME, la filiale "rentable", intéresse le groupe Safran, entraînant probablement la fermeture de certains sites dits "non rentables" comme celui de Bergerac.

Le PDG prépare le travail pour Safran, adepte de la sous-traitance à tout va, en lançant "une étude sur l'externalisation de l'informatique". A quand le tour de la maintenance et du gardiennage ?

Pourtant le procès AZF à Toulouse montre qu'en raisonnant en priorité selon des critères de rentabilité, et non de sécurité, les conséquences pour les salariés et pour la population peuvent être dramatiques. La SNPE doit rester sous le contrôle de l'État et mettre tous les moyens humains et financiers pour garantir la sécurité de tous.

La mobilisation des salariés contre la privatisation

Dès décembre 2008, à l'annonce du projet de privatisation, les salariés de St Médard ont débrayé à l'appel de l'intersyndicale pour le dénoncer. Le 10 juin, un nouveau débrayage avec piquet à l'entrée a eu lieu. Environ 100 personnes étaient autour de la banderole unitaire "Non à la privatisation et au démantèlement de la SNPE". Deux représentants de la mairie de St Médard, dont un élu de la majorité municipale et de la CUB sont venus apporter leur soutien. Des syndicalistes de SUD SPS, filiale de Safran eux-aussi étaient sur place.

Que l'on soit de la SNPE, de SPS, de Labinal ou d'ailleurs nous subissons tous des attaques sur nos emplois. La seule manière de faire reculer l'État et les patrons sur leurs projets, c'est d'unifier nos luttes en préparant un "tous ensemble" qui dure plus qu'un jour tous les deux mois. Il faudra avec les équipes syndicales qui le veulent casser le verrou des confédérations syndicales qui ne veulent pas de la grève générale.

Correspondant NPA

Labinal Mérignac Licenciements en marche

Comme prévu, la direction de Labinal (sous-traitant de l'aéronautique) a enclenché la procédure de licenciement, que les patrons appellent "plan de sauvegarde de l'emploi". La 1^{ère} réunion de ce PSE a eu lieu le 26 mai. Les 1^{ères} lettres de licenciement arriveraient à la mi-septembre.

Après une 1^{ère} rencontre entre les syndicats CGT de Labinal, Dassault, et d'autres sous-traitants, 3A et Avenance, nous avons publié un tract commun, pour exiger le maintien de tous les emplois. Et pour rejoindre l'appel de l'intersyndicale départementale le 26 mai, devant le rond point de Dassault. Nous y étions 150, dont une trentaine de Labinal, 15 de 3A, 10 d'Avenance. Pour Dassault, seuls les proches de la CGT étaient au rendez-vous... Des délégations de boîtes du secteur, de Ford, et aussi de la santé étaient présentes et ont affirmé leur solidarité avec notre lutte et la nécessité de la mener ensemble.

Nous tenons à Labinal des assemblées tous les mercredis. Plus on avance, et plus le sentiment se généralise que la direction de Labinal se paie nos têtes à coup d'annonces contradictoires : l'agence fermerait... **mais ce n'est pas sûr !** 10 personnes resteraient sur Dassault... **mais**

rien d'officiel ! Des déplacements de quelques salariés sur Toulouse sont prévus... **mais sans garantie pour leur avenir en janvier 2010 ?** Ce devait être des volontaires... **aujourd'hui, il n'est plus question de volontariat.** Quatre personnes sont déjà détachées à SPS pour 1 an, renouvelable... **qu'en est-il des autres mutations sur SPS Le Haillan ?**

Enfin, Dassault avait annoncé que début juin, il n'y aurait plus de sous-traitant mais Dassault est incapable de sortir à l'heure actuelle la production sans nous. Les tractations entre directions suivent leur cours en se moquant royalement du préjudice moral que nous subissons.

A l'AG du 10 juin, s'exprimait plus clairement l'urgence de réagir tant qu'il y a du boulot. Car beaucoup voient que la direction veut vider la boîte avec ses déplacements et détachements pour que la résistance ne s'organise pas.

L'idée est de construire le rapport de force pour maintenir tous les emplois, même si on ne se fait aucune illusion sur le résultat... cela servira de toute façon, pour obtenir de meilleures indemnités de licenciement que celles prévues aujourd'hui par la direction.

Correspondante NPA

Thales Dassault arrive... préparons-nous à résister

L'opération "prise en main" de Thales (1) par Dassault avec l'aide de son ami Sarkozy dans un climat de magouilles et de coups fourrés inquiète bien des salariés. Surtout après que l'ancien PDG et le Conseil d'Administration, jugés trop indépendants, ont été débarqués par Dassault.

En devenant actionnaire majoritaire, en tête à tête avec l'actionnaire public, Dassault a les mains libres pour ses projets, dans l'aéronautique civile comme militaire.

Face à ce coup de force de Dassault, dans cette période où il s'agit de sauver les profits en s'en prenant aux conditions de vie des salariés, quelle que soit leur place dans la hiérarchie, nous avons intérêt à nous préparer à la résistance.

Ce qu'il pratique dans sa maison-mère – chômage technique annoncé à Biarritz, Martignas, Argenteuil, licenciements d'intérimaires et de sous-traitants, comme chez Labinal – Dassault va le faire aussi à Thales. Un premier plan d'économies, de 15 à 20 %, sur un an, vient d'être annoncé : 194 postes en moins sur les 3 sites (après la saignée d'Élancourt, la plus grosse usine du groupe, il y a quelques années), fermeture de plusieurs jours de tous les sites en août, réduction des sous-traitants et des intérimaires.

Comme disent certains syndicalistes, qui ont claqué la porte du CCE : "La crise a bon dos".

Dernière nouvelle : le sieur Dassault vient d'être condamné et déclaré inéligible pour avoir acheté les voix de certains électeurs, à Corbeil...

Ils sont bien les amis de Sarko !

Correspondant NPA

1 - Équipementier électronique pour l'armement et l'aviation

Non à la suppression du repos dominical

Une proposition de loi UMP, contre le repos dominical, est en débat au Parlement, pour être votée, paraît-il, en juillet. Comme en a jugé le Sénat, il faut pouvoir faire ses courses tous les jours, "dans tous les commerces de détail... les zones touristiques et thermales... ainsi que dans certaines grandes agglomérations".

L'hypocrite Hortefeux déclare : "Il faut permettre aux salariés qui le souhaitent dans des zones bien définies, de pouvoir travailler volontairement".

Le but réel est de faire du dimanche un jour de travail comme les autres.

Alors que tous nos droits sont attaqués, la pause dominicale, déjà sérieusement écornée pour bien des salariés, restait encore un acquis des luttes du début du 19^{ème} siècle, une pause dans l'exploitation.

C'est intolérable pour les patrons !

Cela ne peut laisser indifférent aucun salarié, quel que soit son secteur de travail.

Cette déréglementation va considérablement aggraver les conditions des employés du commerce, parmi les plus exploités et finira par se faire ressentir sur tous les secteurs. Nous serons, au final, tous pénalisés, contraints de voir se réduire encore plus le temps libre, les loisirs, le repos, avec les amis, la famille ou les enfants.

Quant à l'annonce de création d'emplois ou d'augmentation des salaires, personne n'y croit !

Après les 35 heures et l'annualisation, cadeaux de la gauche, qui avaient liquidé la semaine de travail, le charcutage de nos conditions de vie s'aggrave, avec son cortège de souffrance, stress, maladies professionnelles, accidents du travail.



Gérard Barthélémy

Faciliter le prêt de main d'œuvre : une nouvelle attaque

M. Poisson, député UMP, vient de déposer un texte de loi visant à "assouplir le prêt de main d'œuvre". La main sur le cœur, il explique qu'il vise à sauver des emplois en permettant aux patrons, touchés par la crise, de "prêter" plus facilement, certains salariés à d'autres patrons, moins en difficulté.

À l'en croire, ce serait dans l'intérêt des salariés et de l'emploi. Vieux refrain !

Le "prêt de main d'œuvre" se pratique déjà, notamment dans les PME -voire dans de grosses entreprises- mais, jusqu'à présent, les patrons ne pouvaient le faire que si ça ne pénalisait pas le salarié. Ce qui était (en principe) puni par la loi, comme "délit de marchandage". Avec le risque de 2 ans de prison, 30 000 € d'amende, voire l'interdiction d'exercer.

C'est une loi de 1848, en même temps qu'elle abolissait l'esclavage (tout un symbole !), qui avait interdit, après de longues luttes ouvrières, le "délit de marchandage".

L'auteur du texte, au détour d'une phrase, livre son véritable objectif : "les entreprises... n'osent pas y recourir, par peur des risques juridiques..."

Voilà de quoi il faut délivrer ces pauvres entrepreneurs, accablés par la justice !

Désormais, par cette nouvelle "réforme" -si elle est votée- les patrons pourront, sans doute, prêter, comme bon leur semble, leurs salariés, les "mobiliser" aux conditions les plus favorables pour eux et selon leur bon choix.

Le salarié, pour garder son travail, devra accepter (sauf, paraît-il, en cas d'éloignement géographique trop grand. Mais qui en décidera ?) d'être baladé chez un autre employeur, sans aucune certitude de garder, ni ses horaires, ni son salaire ou sa qualification, ni même, peut-être sa Convention collective. Et pour quelle durée ? Mystère.

G.B.

Ford-First Préparer la suite de la mobilisation

Depuis la reprise effective du site, le 1er mai, par une holding (groupe financier), nous n'avons guère d'informations concernant l'avenir proche. La production pour Ford devrait continuer pendant deux ans et d'ici là, des nouveaux projets devraient se mettre en place. Mais ceux-ci prenant du retard (6 mois) nos inquiétudes sur la sauvegarde réelle de tous les emplois se renforcent. En fait, la situation est tout sauf transparente.

L'ambiance dans l'usine est en partie résignée et désabusée. Beaucoup croient que Ford prépare la fermeture d'ici deux ou trois ans. Le moral n'y est pas. Mais une partie des salariés comprend bien que la mobilisation devra reprendre car la pression doit continuer pour espérer sauver les emplois et l'usine.

La situation étant complexe, il est impossible de reprendre la lutte en ce moment. Mais il n'est pas question d'attendre sans rien faire. La CGT-Ford et le Comité de soutien, qui reste actif, aidés par la mairie de Blanquefort, vont organiser une soirée concert le samedi 5 septembre. L'idée est de sensibiliser à nouveau la population et les pouvoirs publics sur les dangers de licenciements et de fermeture qui persistent. Un débat avec des syndicalistes de plusieurs entreprises sera organisé pour discuter de la défense des emplois dans la région.

Correspondant

Rapport Cotis appliqué

Le rapport établi par le directeur général de l'Insee, Jean-Philippe Cotis, sur "Le partage de la valeur ajoutée, le partage des profits et les écarts de rémunération en France" a été récemment remis à Sarkozy.

Pas de grande découverte puisque, globalement, il fait apparaître que la part des salaires dans la richesse produite est "plutôt stable", que les écarts de salaires se sont "fortement creusés" depuis 10 ans alors que le montant des dividendes versés aux actionnaires a été multiplié par 5 depuis 1993.

Rien pour nous rassurer dans ce rapport, tout pour nous révolter, mais Sarko a suggéré une règle dite des trois tiers dans la répartition des bénéfices :

1 pour les actionnaires,
1 pour l'entreprise,
1 pour les salariés, alors qu'actuellement la part qui leur est accordée (dans les grosses entreprises) représente en moyenne 7% selon le rapport.

Le Medef est, bien sûr, hostile à une négociation nationale sur le partage des profits ainsi qu'à la mise en place de la règle des 3 tiers. La CGPME se dit prête à "une meilleure association des salariés aux résultats" avec la mise en place d'un "dividende du travail".

Les syndicats, de leur côté, appellent le patronat et le gouvernement à "corriger les déséquilibres" ; rien de mieux !

Le journal *La Tribune* a procédé à un rapide calcul de ce que donnerait l'application de cette règle des trois tiers aux salariés et le résultat est surprenant : chaque salarié d'EDF recevrait 8 957€, ceux de GDF Suez : 7 590€, ceux de Thales : 3 154€ et ceux de France Télécom : 12 915€. Ceci pour des entreprises nationales, mais un salarié qui participait à une discussion engagée avec un gréviste d'EDF simulait l'application de la règle au Crédit Agricole d'Aquitaine et le résultat est sans appel : 14 780€ par salarié.

Nous sommes bien évidemment très loin du compte.

Le gréviste d'EDF développait les propositions qu'il faisait (en interne) à son syndicat. Si on se saisissait de

cette envolée démagogique de Sarko pour en demander l'application ? Verser une part aux salariés de l'entreprise et le reste des sommes récupérées servant à alimenter un "Fonds commun solidarité salariés" qui permettrait une répartition égalitaire à tous les salariés, y compris les privés d'emploi...

Ce n'est pas une revendication réellement anticapitaliste puisque les actionnaires sont toujours rémunérés alors qu'ils sont improductifs, les patrons restent maîtres des orientations économiques, des investissements, des salaires... Mais, elle a l'avantage de poser les termes du débat sur la répartition des richesses, sur les écarts de salaires (puisque une répartition égalitaire a pour conséquence de réduire les écarts de salaires), de ne pas séparer le public du privé, les grosses boîtes des PME, voire des toutes petites entreprises. Ce serait une bonne revendication facile à expliquer, unifiante et donc mobilisatrice. Un premier pas vers le "TOUS ENSEMBLE" que nous sommes de plus en plus nombreux à souhaiter ?

D'un autre côté, la part réservée aux salaires n'a jamais été aussi basse depuis 60 ans. Les indicateurs habituellement retenus font état d'une baisse de 5 à 6 points (soit environ 60 milliards d'euros) ce qui correspond à une augmentation de tous les salaires de 350€ mensuels, ce qu'oublie de dire Monsieur Cotis dans son rapport et qui peut véritablement étayer une juste revendication unifiante.

Jean-Louis Danflous



Comment ça va ?

Un visage

C'est une visite en début de soirée pour Marie F., 43 ans : appel pour dyspnée aiguë, elle s'étouffe. Elle est assise droite sur une banquette et respire bruyamment assez vite, un flacon de Ventoline posé en évidence sur la table de salon devant elle. L'interrogatoire et l'examen rapide concluent : "Madame, vous ne faites pas une crise d'asthme ! Que se passe-t-il ?"

Vie familiale ? Leurs enfants sont assis sur le fauteuil en face et attendent inquiets.

Vie sentimentale ? Son mari est à côté d'elle et lui tient la main, elle ne le repousse pas.

Vie professionnelle ? Là, le mari lève les yeux au ciel : bingo !

Elle explique qu'elle aime bien son travail consistant à faire une tournée de livraison de marchandises à des commerçants bordelais. Mais elle en a trop à livrer et avec les travaux en ville en ce moment, elle n'avance pas et tous les soirs elle est en retard et son patron l'engueule en criant. Elle dit que la pollution estivale aggrave sa maladie, elle serait un peu asthmatique. Elle aurait demandé à son patron de la changer de poste, de faire sa tournée à la campagne, il refuse et l'engueule. Ce soir après s'être encore fait souffler dans les bronches, elle rentre chez elle avec une dyspnée ! A ce moment de la visite elle parle normalement sans dyspnée. Puisque c'est le travail qui rend malade : vive l'arrêt de travail !

Je sais qu'après quelques jours, réinjectée dans le même tracas et le même bazar, elle récidivera sous cette forme ou une autre. Je suis désarmé et mes soins ne sont que replâtrage de sa souffrance au travail. Y-a-t-il une solution collective ? A suivre...

Docteur Knock

Mobilisation contre les dépassements d'honoraires : une réussite

C'est à l'appel de la COSS 33 (Coordination Santé Solidarité Gironde) que nous nous sommes retrouvés devant la clinique Bel Air (groupe Bordeaux Nord) à une soixantaine de militants, le 28 mai dernier, pour dénoncer les dépassements d'honoraires. Nous étions des militants de la COSS 33, du syndicat Solidaires, d'Attac, du NPA, du PC, de l'association contre le regroupement public et privé à Arcachon, usagers de la santé, de la mutuelle familiale d'Aquitaine...

Cela a été l'occasion pour nous de discuter de la situation dans la santé, mais aussi des attaques sous tous azimuts du gouvernement et des patrons.

Plusieurs sont intervenus pour dénoncer ces dépassements, l'aspect visible de la marchandisation de la santé. Des patients sont parfois obligés de retarder les soins faute de moyens.

D'autres ont témoigné de toutes les attaques sur la santé depuis 30 ans, sa privatisation, la loi Bachelot dite HPST. Face à l'ampleur des coups portés sur l'ensemble des services publics et les licenciements notamment dans le secteur privé, le besoin de faire converger les luttes devient une évidence pour beaucoup.

Cette initiative a aussi fait des mécontents : le directeur du groupe, Y. Noel, et la directrice de l'établissement. En effet, la présence de la presse venue relayer cette mobilisation, des usagers en voiture nous klaxonnant pour montrer leur solidarité, ce n'est pas très bon pour l'image du groupe.

Une chose est sûre : cette initiative aura des suites. Prochain rendez-vous le mardi 31 juin de 12h à 14h face à la clinique Tourny (54 rue Huguerie).

Isabelle Larroquet



Les étudiants infirmiers se mobilisent

Le 2 juin, à l'appel de la fédération nationale des étudiants en soins infirmiers, la manifestation à Paris a regroupé environ 8400 personnes.

Les étudiants protestaient contre la réforme de leurs études. La formation passe de 38 à 34 mois, avec toutes les conséquences que l'on peut deviner sur la qualité de la formation et les suppressions de postes de formateurs.

Désormais il y aura moins de stage en service qui dureront plus longtemps. A la demande d'un collectif de 20 organisations qui revendiquaient plus de stages, d'une durée moindre

(12 stages de 5 semaines), pour répondre au besoin d'adaptation aux différentes situations professionnelles, la réponse du ministère a été la suivante : « nous réduisons encore le nombre de stages (sept) et quatre d'entre eux dureront dix semaines! ».

Les étudiants ont été reçus par un représentant du ministère de la santé. Lorsqu'ils ont dénoncé les conséquences de cette réforme pour eux mais aussi pour les usagers de la santé, ils se sont vus répondre que la réforme serait maintenue. A bon entendeur salut !

Correspondante

Salut Daniel

Notre camarade Daniel Martet nous a quittés dans la nuit du 13 au 14 mai, sans crier gare. Il avait 59 ans.

Daniel avait pris sa retraite d'agent hospitalier à l'hôpital Saint-André il y a deux ans. Il militait depuis de longues années dans les rangs de l'extrême-gauche. Après un premier engagement dans les années 70, il avait recommencé à militer au début des années 1980 avec le groupe Lutte Ouvrière de l'Hôpital. Depuis, nous sommes un certain nombre à avoir partagé les mêmes combats à LO puis à Voix des Travailleurs en 1997 jusqu'à la fusion intégration avec la LCR en 2000 et, ces derniers temps, dans la construction du NPA.

Sur l'hôpital, Daniel était connu comme un camarade fidèle à ses idées, estimé pour cela, participant jusqu'à sa retraite à l'animation et la distribution d'une feuille d'agitation politique. Il était également militant syndical, pendant longtemps à la CGT et ces dernières années à SUD.

Le 27 mai, nous étions une quarantaine de ses camarades aux côtés de sa famille pour lui rendre un dernier salut.

Ses camarades de l'hôpital

Ma convalescence aux Lauriers

Après une intervention sur la colonne vertébrale, j'ai passé un mois et demi aux Lauriers, un établissement de convalescence à Lormont. Si, tous les jours, on entend que la situation se dégrade dans les établissements de santé, je peux en témoigner aussi.

Le personnel soignant était toujours pour nous aux petits soins et disponible, mais au prix d'une course quotidienne.

En discutant, on apprend que telle ou telle collègue n'est pas remplacée. Mais le nombre de malades lui ne varie pas et il faut assurer les soins.

Les journées étaient parfois longues. D'autant plus que le personnel n'avait pas le temps de discuter avec nous.

Des économies sont aussi faites sur les repas. Le repas est pourtant un moment de convivialité tant attendu. Mais là, même si on ne l'avait pas décidé, c'était régime pour tout le monde !

Il ne fait vraiment pas bon être malade.

Annette

Ecole Révolution néolibérale

Nous sommes en train d'assister depuis quelques années à une série de réformes dans le champ de l'éducation nationale, qui, quand on les rassemble, quand on les pense ensemble, montrent une cohérence qui a de quoi faire peur : c'est un véritable démantèlement du système scolaire.

Pour le comprendre dans sa totalité, il faut envisager l'évolution du système scolaire dans une perspective historique longue.

En 1945, au sortir de la seconde guerre mondiale, dans un pays à l'économie dévastée, un consensus se crée autour de l'idée d'édifier une école pour tous. Ce que l'on appelle aujourd'hui l'école de la réussite de tous. Ce consensus vaut aussi pour tout un tas d'autres champs : développement des services publics, création de la sécurité sociale...

On héritait d'une école terriblement ségréguée : une école élémentaire pour les classes populaires, avec comme horizon le certificat d'études, et un lycée à destination des classes aisées.

Le projet scolaire qui s'édifie en 1945, projet Langevin-Wallon, va avoir pour but d'unifier le système scolaire et va s'en donner les moyens. En terme d'unification, citons l'école mixte, et la volonté de fonder le collège unique. En terme de moyens, rappelons le fait que de 1945 à 1994, la part du PIB consacrée à l'Education

n'a pas cessé d'augmenter.

Cette politique aura des résultats positifs. Au début des années 80, 25% d'une classe d'âge accède au niveau bac. En 1994, on est à 65%. Dans les années 60, 65% des élèves redoublent le CP ; aujourd'hui, il n'y en a quasiment plus. Entre le début des années 80 et le début des années 90, les "indicateurs" de réussite scolaire sont multipliés par deux, et ce phénomène s'accompagne d'une diminution des inégalités scolaires.

Les progrès sont manifestes, mais néanmoins insuffisants. Il reste un noyau dur de difficultés scolaires que le système n'arrive pas à résorber (15%). Pour s'y attaquer, il aurait fallu faire un saut quantitatif important en terme de moyens donnés à l'école.

Mais en 1994, un autre choix est fait : à partir de cette date, la part du PIB consacrée à l'école diminue. Ce n'est pas uniquement un choix économique. C'est aussi un choix idéologique : les politiques éducatives abandonnent l'ambition de faire réussir tous les élèves, pour privilégier un assujettissement aux désirs de l'économie.

Ce changement radical trouve son corollaire au niveau européen : les textes issus de la Commission européenne assignent comme objectif aux différents systèmes éducatifs d'amener 50% d'une classe d'âge à un niveau

universitaire, et de maintenir les 50% restant à un niveau CAP. C'est la fin de l'ambition de la réussite de tous.

En France, cette nouvelle orientation va avoir des traductions très concrètes dès 2005, avec la loi Fillon, puis dans l'ensemble des réformes De Robien et Darcos. La ségrégation scolaire refait son apparition de façon très précoce (socle commun pour les élèves les plus en difficulté, dispositifs d'aide hors temps scolaire, orientation précoce vers les filières CAP, multiplication des dispositifs d'individualisation) et les contenus d'enseignement perdent leurs objectifs émancipateurs (nouveaux programmes).

Les conséquences ne se font pas attendre : actuellement 60 000 élèves sortent de l'école sans qualification. On constate une diminution permanente du pourcentage d'une classe d'âge accédant au niveau bac. Et ce sont les enfants des classes populaires qui payent le plus cher cette réorientation du système éducatif.

Notre combat est double. Il y a la lutte pour réclamer des moyens. Mais d'une façon plus fondamentale, il y a à réinscrire comme perspective une nouvelle unification du système scolaire, qui soit centrée sur les besoins des enfants des classes populaires.

Adrien Martinez

Floirac Escalade sécuritaire à l'école

Mardi 19 mai, deux dangereux malfaiteurs de 6 et 10 ans étaient arrêtés à la porte de leur école et amenés au commissariat de la commune voisine où ils ont été interrogés pendant près de deux heures, au sujet d'un vol de vélo. Loin d'être une bavure, cette arrestation a été pleinement revendiquée par le responsable de la sécurité publique, Dautre, qui a déclaré que les policiers avaient "respecté la procédure légale" et étaient intervenus avec "beaucoup de discernement et d'intelligence" ! Avec le même discernement, il avait fait ordonner l'arrestation de notre camarade Monica Casanova, lors du rassemblement du 10 mai, ceinturée brutalement et amenée menottée au commissariat central.

L'escalade sécuritaire, remise au premier plan de la campagne européenne

de Sarkozy, vise surtout les quartiers populaires et tout particulièrement la rive droite, touchée de plein fouet par la crise... Agiter la soi-disant insécurité dans les quartiers populaires,



pour tenter de détourner la révolte des vrais responsables de l'insécurité sociale, tous les gouvernements l'ont fait depuis plus de vingt ans ! Une politique dénoncée aujourd'hui par certains flics, comme celui qui a mis en cause à l'AFP, "la hiérarchie girondine qui pratique la religion du chiffre et des statistiques".

De nombreuses organisations syndicales, politiques et associatives, dont le NPA, ont réagi immédiatement en appelant à deux rassemblements pour dire que nous ne laisserons pas la police de Sarkozy faire sa loi et que les enseignants refusent d'être associés à une politique qui voudrait en faire des flics dans les écoles.

Christine Héraud

Employés de Vie Scolaire Les dindons de la farce

Peut-on imaginer plus ignorés que les 30 000 Employés de Vie Scolaire qui vont pointer au chômage le 1^{er} juillet dans l'indifférence générale des pouvoirs publics ? 600 personnes en Gironde qui travaillaient depuis 3 ans dans les écoles arrivent au terme de leur contrat dit "Contrat d'Avenir". Ce type de contrat ne peut être renouvelé au-delà de 36 mois.

Partout en France les EVS se sont mobilisés et ont sensibilisé les enseignants et les parents d'élèves à leur cause. Le 27 mai une délégation a déposé 25 000 signatures sur le bureau du ministre X. Darcos qui leur a répondu que ces contrats étant de "droit privé" ils ne relevaient pas de son ministère. Le préfet de Gironde rencontré un peu plus tôt déclarait qu'il ne pouvait rien décider sans une directive ministérielle. Encore mieux : le préfet du Pas de Calais leur a répondu "qu'il fallait un turn-over dans les contrats aidés" et que "les EVS doivent céder la place à d'autres".

30 000 personnes, majoritairement des femmes, grosse proportion de familles monoparentales, diplômées Bac+2, voire 3, qui depuis 3 années scolaires se sont occupées de l'administratif d'une école mais également des enfants, secondant les enseignants dans leurs classes pour différentes activités culturelles ou sportives.

30 000 personnes expérimentées, appréciées

des enfants. 30 000 personnes qui ont eu la naïveté de croire ce qui était écrit à propos de ces contrats (mis en place par J.L. Borloo), à savoir qu'ils seraient un "tremplin" vers un emploi stable... "Eh Monsieur Borloo, j'voudrais bien mon emploi stable maintenant !"

Aujourd'hui les ministères se renvoient la patate chaude : pour l'Éducation Nationale ces 30 000 postes n'ont aucune importance, ce sont des aides qui ne lui coûtent rien parce que subventionnés par le Conseil Général (salaire d'un EVS : 800€ mensuels). Pour le ministère de l'emploi ce n'est qu'une mesure destinée à diminuer le nombre de RMIstes : "pendant 3 ans ils travaillent, après ils sont au chômage laissant la place à 30 000 RMIstes, et on recommence !".

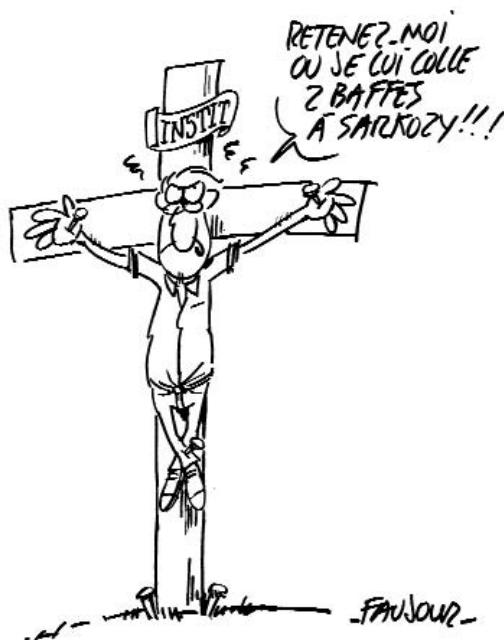
Cela fait 30 ans que ça dure sous des appellations différentes (SIVP, TUC, CES, CEC, voir encadré).

Ça ressemble à une vieille farce et les 30 000 dindons que nous sommes n'avons plus envie de jouer. On voudrait juste "travailler encore", avoir un vrai emploi, avec un contrat qui serait un CDI à temps plein... quoi ? J'ai dit un gros mot ?

M.P., un dindon en colère

Saint Nicolas...

Il n'est pas étonnant que le Chanoine d'honneur de l'archibasilique du Très-Saint-Sauveur de Saint-Jean de Latran assure quelques services à son évêque. En clair, que Sarkozy renvoie l'ascenseur au pape...



Lui qui défend "les racines chrétiennes de la France" et qui avait écrit dans son livre *La République, les religions, l'espérance*, que sans croyance, la vie est incomplète, car "un homme qui croit, c'est un homme qui espère" vient d'accorder une faveur supplémentaire à l'Église catholique.

Le Vatican pourra désormais (officiel depuis le 19 avril) délivrer des diplômes universitaires dans ses universités religieuses (sept en France) qui auront une équivalence automatique avec les diplômes des universités publiques. La conséquence la plus immédiate sera sur la formation des enseignants travaillant dans le privé. Le plus souvent, ils y arrivent suite aux aléas de remplacements précaires ou pour éviter des mutations lointaines... bref sans grande conviction religieuse, voire sans religion du tout. Le Vatican veut reprendre la main et Sarkozy lui est tout dévoué... lui qui avait déclaré que "l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé".

F.M.

31 ans de précarité

En 78, R. Barre lance le "Pacte pour l'Emploi des Jeunes".

En 81, le gouvernement Mauroy institue les "Stages 16-18".

En 83, les "Stages d'Insertion à la Vie Professionnelle".

En 84, les "Travaux d'Utilité Collective" (très utilisés par les Collectivités Publiques).

En 90, M. Rocard met en place les "Contrats Emploi Solidarité" qui ont remplacé les TUC.

En 92, les "Contrats Emploi Consolidé" destinés aux titulaires de CES qui n'avaient pas trouvé d'emploi.

En 97, L. Jospin a lancé lui aussi son grand chantier d'emplois précaires avec les "Emplois Jeunes", nouveaux contrats qui allongeaient la durée d'embauche à 5 ans, l'emploi étant toujours destiné au secteur public et aux associations. Mais au bout de 5 ans la possibilité d'être pérennisé dans son emploi était quasiment exclue.

Et on connaît la suite : Contrat d'Accompagnement à l'Emploi, Contrat d'Avenir

Aujourd'hui parmi les nouveaux contrats de travail signés par les salariés, ceux de type précaires sont devenus largement majoritaires. ■

Eau à Libourne

"... OUI à un service public de l'eau en régie à Libourne, premier pas vers un service public national."

C'est à partir de cet appel que s'est constitué un collectif "Eau en Libournais" (*) à l'initiative du NPA.

Depuis 1989, Gilbert Mitterrand (PS) est devenu maire et sa majorité de gauche (PS, PCF, Verts) applique une politique sociale-libérale : privatisation de la restauration collective...

Aujourd'hui, elle reconduit les contrats avec la Lyonnaise des eaux filiale de la multinationale Suez. Cette multinationale a distribué 496,1 millions d'euros à ses actionnaires en 2008 ! Cet argent versé, c'est nous, les salariés de Suez et les usagers de l'eau qui en sommes la source !

Avant l'échéance des contrats, la municipalité de Libourne avait convié certaines associations (Attac, Alterlib...) à des commissions

Impôts locaux en hausse

Beaucoup de municipalités ont voté la hausse des impôts locaux pour compenser, disent-elles, les effets de la crise et le désengagement de l'Etat. Ces impôts sont une des pièces d'un système fiscal particulièrement injuste

Un article d'Alternatives économiques intitulé "Il n'y a pas que le bouclier fiscal" rappelait récemment les réformes menées depuis 2000 pour baisser la fiscalité sur les revenus et le patrimoine des plus riches. Jospin a, dit-il, "lancé le mouvement". Fabius, alors ministre des finances, avait publié une tribune dont le titre "Baisser les impôts pour préparer l'avenir" était à lui seul un programme. Depuis les réformes se sont enchaînées dans le même sens.

Rien que sur 2008, la revue estime que ces réformes cumulées ont fait perdre à l'Etat plus de 30 milliards d'euros de ressources.

Quant aux communes, elles sont asphyxiées par les transferts de charges de l'Etat d'un côté et la baisse des rentrées financières de l'autre. Les impôts payés par les patrons ne cessent de diminuer (exonérations diverses, zones franches...). La suppression

annoncée de la Taxe Professionnelle va creuser le trou de 22 milliards d'euros. Le gouvernement promet de les compenser, mais ce sera alors autant de moins pour la Santé ou l'Education... Ce que les patrons ne paient plus, ce sont les familles et les plus pauvres qui le paient, entre autres à travers la TVA et les taxes pétrolières, payées par tous de la même manière.

Les impôts locaux sont une lourde charge pour les familles. Et même dans les quelques municipalités qui n'augmentent pas leurs taux, ces impôts vont augmenter. En effet le Parlement a décidé une hausse de 2,5 % des bases qui servent à leur calcul et, de leur côté, le Conseil général et la Région ont voté une augmentation de leurs taux.

Mais qu'on se rassure, la crise a du bon : nombre de ceux qui étaient assujettis à l'ISF (à partir de 790 000 € de patrimoine) vont y échapper du fait de la baisse de l'estimation de leurs biens immobiliers... Qui a dit qu'il n'y a pas de morale ?

Isabelle Ufferte

Budget de Lormont Rigueur salariale... et vitrine touristique ?

Le dernier budget approuvé par la majorité municipale socialiste et communiste était des plus rigoureux. La masse salariale (comprenant les salaires des agents municipaux dont beaucoup de précaires) y augmentait très faiblement : + 3 % (+ 4,5 % l'an dernier) Les taux d'imposition restent, certes, inchangés depuis 11 ans, mais 68 % des habitants ne peuvent pas payer d'impôts...

Les dotations d'Etat et subventions diverses, indispensables pour cette commune pauvre, sont en baisse constante, avec en plus la répercussion très négative de la réforme de la taxe professionnelle unique, réforme votée en son temps par la gauche.

C'est d'autant plus alarmant que Lormont s'est lancé dans le plus grand projet de démolitions d'HLM d'Aquitaine (1000 logements démolis) avec construction de nouveaux équipements (bureaux qu'il faudra remplir, mais aussi 3 nouvelles écoles, des installations sportives dont une Maison des sports pour laquelle les subventions publiques ont tardé 4 ans...), afin d'attirer dans la ville des habitants plus aisés.

C'est sans doute pour cela aussi que la mairie veut se lancer, avec l'aide de la CUB, dans un important projet de thermoludisme, "les Cascades de Garonne". Ce serait un centre de loisirs aquatiques privé avec bureaux, commerces et hôtel de 200 chambres qui coûterait 15 millions d'euros. Le prix d'entrée serait de 10 à 15 euros. Un moyen pour, soi disant, "changer l'image de la ville"...

Ce centre serait attendant à un parc récemment aménagé en lieu de promenade pour tous. Alors que cet aménagement public est appréciable, j'ai demandé au Conseil municipal s'il était vraiment prioritaire pour la population de notre commune, la plus pauvre des villes de 20 000 habitants d'Aquitaine, de soutenir un tel projet privé, sans véritable consultation des habitants.

C'est de logements, d'emplois, de salaires décents, de services publics et de loisirs pour tous dont nous avons d'abord besoin !

Mónica Casanova

"Non à la délégation de service public..."

consultatives pour mettre en place une charte de l'eau. La mairie pensait-elle pouvoir endormir tout le monde avec cette charte ?

Depuis le mois de mars, le Collectif Eau en Libournais a milité et alerté la population : pétitions, tracts, rassemblements... Il y a un soutien important de la population et une forte demande pour un service public de l'eau, même si le nombre de participants aux rassemblements était modeste. Peut-être parce qu'elle savait que la décision de privatisation était prise par Mitterrand... d'autant qu'il pouvait compter sur ses alliés politiques.

Ainsi les Verts, sont pour un service public de l'eau... mais pas à Libourne ! M. Rousset (un homonyme) a donc voté pour la Délégation de Service Public (DSP) à la Lyonnaise pour l'assainissement, lors du Conseil municipal de fin mai.

De même, si certains militants du PCF ont été très actifs dans le collectif, leurs représentants au Conseil municipal ne nous ont pas accompagné et ont même aidé Mitterrand à faire sortir le Collectif de la salle du Conseil municipal qui entérinait la DSP assainissement.

Le Parti de Gauche, fraîchement sorti du PS,

s'il a signé formellement l'appel du Collectif, n'a pas milité avec nous "ne voulant pas mettre Mitterrand et le PS en difficulté face à l'UMP Garaud."

Après le cadeau de l'assainissement à la Lyonnaise du mois de mai, certains se rattraperont peut-être "pour le principe" lors du vote de la DSP distribution de l'eau fin juin...

Le NPA et Alterlib ont été les seuls, en toute indépendance envers le PS et sa majorité de gauche, à pouvoir porter jusqu'au bout l'appel du Collectif.

Nous avons donc perdu contre la DSP, mais la traduction concrète de l'indépendance vis-à-vis du PS et des institutions a gagné de l'influence parmi les militants politiques et associatifs du Libournais...

Franck Dole, NPA du Libournais.

(*) Alterlib, NPA, PCF et PG, CGT Mairie et CCAS, FSU du Libournais, Sud Education du Libournais



Juin au féminin

4 juin : Meeting féministe du NPA

A Lormont, Stéphanie Treillet (économiste à Paris VII) est venue animer un meeting sur les conséquences de l'Europe libérale pour les femmes. Les conséquences sont terribles pour tous mais les femmes sont touchées d'une manière particulière dans leurs droits (non-droits justement) et dans leurs corps.

L'oppression spécifique qu'elles subissent reste vive encore partout en Europe et dans le monde. Une quarantaine de personnes étaient présentes. Le débat a permis de préciser certains points sur la contraception, le droit à l'avortement, les diverses législations sur la prostitution, la vio-

6 juin : Manifestation contre les anti-avortement

Nous étions environ 300 à défendre les droits à la contraception et l'avortement libres et gratuits lors de ce rassemblement au côté du "Collectif Bordelais pour le droit des femmes", du planning familial et diverses organisations politiques et syndicales (Solidaires, Front de gauche, CGT, CNT ...).

Le NPA y était aussi largement présent. Malgré une intense protection policière en faveur des anti-avortement, nous les avons suivis et nous sommes faits entendre malgré tout par nos cris, slogans et une sono performante côté décibels. C'est déjà ça. Mais il faut dire que ce combat risque de devenir primordial dans les mois à venir tant l'offensive masculiniste patriarcale, morale et religieuse revient en force, soutenue voire encadrée par des groupuscules fascisant.

De l'art de la désinformation

Encore une fois, *Sud Ouest* travaille à la confusion et à la désinformation. Relatant la présence sur les Quinconces des "Oui à la vie", le journal dans son édition du 7 juin, loin d'expliquer les enjeux de ce rassemblement (et ceux de la contre manifestation organisée par le Collectif pour les droits des femmes notamment), se plaît à mêler les genres. "On y parlait environnement et développement durable [...] Or le souci majeur des manifestants portait sur le droit à la vie". L'intitulé de la déambulation ne souffrait d'aucune équivoque : "pour la vie et pour la famille". Aucune équivoque ? On ne peut en dire autant de l'article de ce X.P., journaliste de son état, quand, sans rien expliquer, il (elle ?) résume encore le débat par "match de slogans" et le sous titre "cathos, anars".

Ni anar, ni catho, mais femme et féministe, ayant bénéficié d'un avortement par choix et mère de 4 enfants par choix encore, je suis atterrée par tant de malhonnêteté (à moins que ce ne soit de l'ignorance).

"Oui à la vie" ? Un slogan facile et creux qui rejette la lutte des femmes pour leur émancipation dans une position mortifère absurde. Les féministes seraient les tenant-es d'un "non à la vie" ?!

"Oui à la vie" ? Un ensemble de groupuscules chrétiens intégristes, homophobes, dont la vision réactionnaire patriarcale condamne l'union libre et la monoparentalité, défend une vision rétrograde de la femme réduite à la mère et s'attaque à des droits acquis de haute lutte par des femmes, de droite comme de gauche : les droits à la contraception et l'avortement.

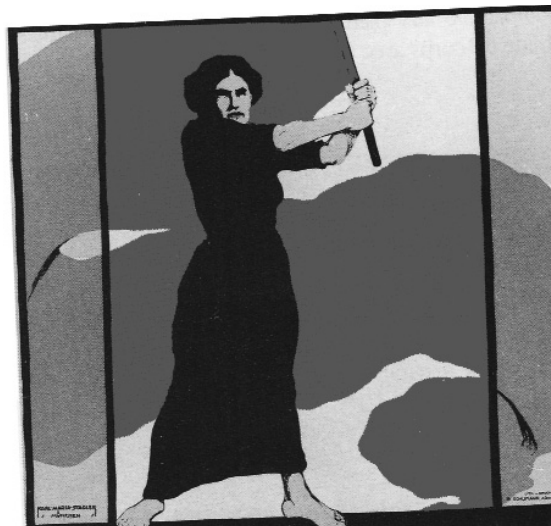
"Oui à la vie" ? Des gens qui portent le slogan "plus jamais l'eugénisme" mais évoluent dans des milieux d'extrême-droite (présents dans la manifestation), groupuscules fascisants, partisans de la pureté ethnique et de la peine de mort.

Qu'apprend-on dans les écoles de journalisme ?

Une militante du NPA

lence sociale que les femmes subissent ici ou ailleurs.

Une vidéo sera bientôt disponible sur le site. En attendant, et si vous n'avez pas internet, vous pouvez vous procurer le DVD en contactant feministe33@yahoo.fr



et aussi...

11 juin : Réunion de la commission féministe

La réunion a principalement porté sur la préparation de la commission nationale féministe du NPA. L'occasion de faire un premier bilan d'activité en Gironde.

13/14 juin : 1^{ère} Conférence Nationale féministe

Deux camarades (femme et homme) ont été mandatés pour porter les analyses, bilans et perspectives de la commission féministe 33. Ce rendez-vous a pour objectif de coordonner les différentes commissions féministes sur le plan national et impulser les prochaines campagnes et actions.

18 juin : 1^{ère} AG non-mixte du NPA33. Pourquoi ?

Les Assemblées Générales non-mixtes, au NPA, sont, d'après les textes votés en congrès, un droit. Puisque beaucoup d'entre nous n'ont jamais participé à ce type de réunion, il faudra concevoir les premières comme une expérimentation.

Les femmes, dans tous les aspects de leur vie, sont opprimées socialement, économiquement et physiquement jusque dans leur chair. Des AG où nous nous réunirions entre femmes sont à envisager comme un espace de parole où nous pourrions aborder ces différentes oppressions librement, une parole différente parce que débarrassée autant que possible de l'intériorisation du jugement et du regard masculin. Les AG non mixtes sont aussi un lieu où les militantes que nous sommes pourront évoquer leur expérience politique, la façon dont la domination masculine peut perdurer, s'intérioriser ou pas, à l'intérieur du parti. Nous pourrions aborder les difficultés spécifiques qui se posent aux femmes révolutionnaires.

C'est parce que nous vivons une expérience quotidienne de l'oppression patriarcale qu'il nous faut un espace pour en parler, et parce que toute domination ne cesse pas dès que la porte du local syndical ou politique est franchie, l'espace non-mixte nous paraît être un lieu de débats important. Des comptes rendus pourront être faits et débattus dans les cadres mixtes. Il s'agit aussi d'avancer des propositions et des perspectives concrètes et de prendre en main notre propre lutte.

La commission féministe

A LIRE : COMMENT LES RICHES DÉTRUISENT LA PLANÈTE

Hervé KEMPF, journaliste au Monde est spécialiste des questions écologiques. Et si la dégradation de l'environnement était intimement liée à la crise sociale dans le monde ?

Il dresse un constat accablant de l'état de la planète entre le réchauffement climatique et son irréversibilité, la pollution et l'appauvrissement des océans, les problèmes de santé qui se multiplient par l'emploi de pesticides et autres produits chimiques.

Devant tant d'évidences quant à l'urgence écologique d'aujourd'hui, on est en droit de se demander pourquoi les gouvernements freinent à mettre en place des politiques qui permettraient d'éviter l'approfondissement de la crise écologique ? C'est la question centrale qu'Hervé Kempf développe dans son ouvrage en

accusant le système capitaliste d'avoir créé de la pauvreté dans les pays riches, augmenté le lot des précaires, laissé croître les inégalités depuis une vingtaine d'années (l'écart des salaires était de 1 à 130 en 2000). La classe dominante accumule revenu et patrimoine à un degré jamais vu depuis un siècle.

“Si on veut être écologiste, il faut arrêter d'être benêt”

Si rien ne change, c'est tout d'abord parce que les puissants de ce monde le désirent, certes, mais c'est aussi, d'après H.K. que la crise écologique et la crise sociale sont les deux versants d'un même désastre. Et ce désastre est orchestré par l'oligarchie pour maintenir ses privilèges et son pouvoir.

Pour comprendre comment les classes dirigeantes exacerbent la crise écologique, H.K. nous invite à (re)découvrir la pensée de Thorstein Veblen, économiste américain du début du XIX^{ème} : “Si l'on met à part l'instinct de

conservation, c'est sans doute dans la tendance à l'émulation qu'il faut voir le plus puissant, le plus constamment actif, le plus infatigable des moteurs de la vie économique proprement dite”. Veblen explique que toutes les sociétés produisent, généralement,

une quantité de biens supérieure à la satisfaction des besoins ; ce surcroît permet à leurs membres de se distinguer les uns des autres en étalant ses richesses, ce qui engendre une consommation ostentatoire et un gaspillage généralisé.

La classe supérieure définit le mode de vie de la classe qui lui est immédiatement inférieure. Dans nos sociétés occidentales, où les classes ne sont plus aussi “marquées” qu'au XIX^{ème}, le modèle pour tous est celui de la classe la plus haut placée tant par le rang que par l'argent.

L'oligarchie, nous dit H.K. entrave les solutions à la crise écologique en contrôlant solidement les leviers du

pouvoir politique, économique et médiatique et, “par ce modèle culturel de consommation imprègne toute la société et en définit la normalité”.

Bassens CEREXAGRI

L'usine CEREXAGRI à Bassens, spécialiste de produits phytosanitaires, a décidé de conditionner le méthyl parathion, insecticide puissant (classé parmi la liste des 32 produits les plus dangereux par les Nations-Unies) et interdit de commercialisation en Europe depuis plusieurs années.

En revanche, sa fabrication étant toujours autorisée, CEREXAGRI acheminera, par camions, plusieurs fois par semaine, des centaines de litres de ce produit en provenance du Danemark.

Cette activité fait peser des risques graves, d'une part sur les populations avoisinantes, et

Pour H.K., la solution aux problèmes environnementaux doit passer par la réduction de nos prélèvements sur les matières premières et réduire nos rejets de gaz à effets de serre, de déchets chimiques, de matières radioactives, d'emballages. Ce qui signifie qu'il faut réduire la consommation globale des sociétés productivistes.

Quelles sociétés ? H.K., dans un calcul très simple, nous démontre que l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon constituent environ 20% de la population mondiale (1 milliard d'habitants). Ces 20% consomment 80% de la richesse mondiale. En excluant les plus démunis, il ramène ce nombre à 500 millions de gens qu'il nomme “classe moyenne mondiale”. Mais, en appliquant la théorie de Veblen, c'est à l'oligarchie de réduire sévèrement ses revenus donc sa consommation matérielle afin d'entraîner par le bas, le niveau général de consommation.

Le plus alarmant est la troisième partie de son livre qui s'intitule “La démocratie en danger”. H.K. développe l'idée que l'oligarchie, afin de maintenir ses privilèges, a entrepris d'affaiblir l'esprit et les formes de la démocratie en entravant la libre discussion des choix collectifs, en bafouant le respect de la loi et de ses représentants, en réduisant la liberté individuelle.

Il dénonce l'alibi du terrorisme et la mise en place des nombreuses politiques sécuritaires vis-à-vis des individus, l'augmentation, depuis 30 ans, des mises en détention dans toutes les prisons du monde, la criminalisation de la contestation politique, la surveillance intégrale, la trahison des médias (dont les patrons sont proches de l'oligarchie). Bref, le capitalisme cherche à se débarrasser de la trop encombrante démocratie.

Cécile

Cécile

Hervé Kempf
Comment
les riches détruisent
la planète



POINTS

ESSAIS

Pour la libération de son fils SALAH Denise Hamouri à Bordeaux le 29 juin

4 ans déjà que Salah, étudiant de Jérusalem est emprisonné en Israël, coupable d'être passé en voiture devant la maison d'un rabbin extrémiste, ce qui indique peut-être qu'il aurait eu envie de lui faire du mal. En Israël, ça lui valait 14 ans de prison, mais seulement la moitié en acceptant de plaider coupable (qui pourrait lui reprocher ?).

Plus pervers si possible : une libération conditionnelle pourrait lui être accordée... assortie d'une expulsion définitive.



Car Salah, palestinien de Jérusalem, ne dispose que d'une carte d'identité, française. Denise, sa mère, est citoyenne de Bourg en Bresse.

Salah, prisonnier français à l'étranger, ne dites pas que Sarko ne l'a pas sorti de là avec les dents ! Hé bien si. Les parents du soldat Shalit, qui a choisi de s'engager dans l'armée israélienne, Sarko les a déjà reçus plusieurs fois. Mais Denise ne sera reçue pour la première fois à l'Élysée que le 25 juin, et pas par le Président, qui sera ailleurs.

Parler de Salah, c'est parler des 10 ou 11.000 prisonniers palestiniens, détenus souvent sans jugement pendant des années. C'est parler des membres du conseil législatif palestinien capturés par l'armée israélienne (dites Tsahal si vous voulez faire connaisseur et affectueux). C'est parler de Jérusalem, dont les habitants palestiniens sont expulsés en masse et leurs maisons détruites pour rendre définitive si possible l'annexion de toute la ville.

Posez la question à votre entourage : comment prononcez-vous le nom de la capitale d'Israël : Jérusalem ou Yerushalaïm ? Et comptez ceux qui sauront vous répondre Tel-Aviv, car ils n'acceptent pas le fait accompli de la dépossession du peuple palestinien.

Denise Hamouri, présidente d'honneur du comité national pour la libération de Salah, sera à Bordeaux le lundi 29 juin. Elle cherchera à rencontrer les responsables politiques de notre ville et de notre région, ainsi que

les membres du comité de soutien girondin (dont le NPA et ses élus). Elle tiendra une réunion publique en compagnie de Jean-Claude Lefort, député honoraire d'Ivry sur Seine, et coordinateur du comité national.

Lundi 29 juin à 20 heures, Athénée municipal, Place Saint Christoly à Bordeaux

Réunion publique du comité girondin de soutien à Salah Hamouri, avec la participation de Denise Hamouri et de Jean-Claude Lefort

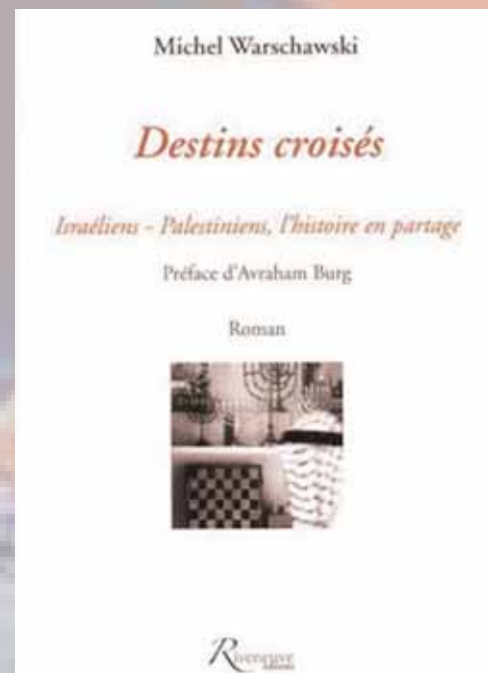
Michel Warschawski Destins croisés

Mikado passe au roman Michel Warschawski (Mikado) propose de retracer l'histoire du 20^{ème} siècle au travers de la saga de deux familles, une juive polonaise et une arabe palestinienne.

Dans la littérature de jeunesse, le procédé a souvent été utilisé, généralement pour mettre en avant les colombes et stigmatiser les faucons dans les "deux camps".

Michel Warschawski, les lecteurs de Rouge, de Politis, de Siné Hebdo (et de ses livres, dont *Sur la frontière*), le connaissent; il nous évite ce renvoi dos à dos, sans faire l'impasse sur la complexité. Une bonne introduction à la compréhension des événements, lisible dès le lycée (et pourquoi pas pendant les prochaines vacances).

Riveneuve éditions, 18 euros



Ils ne disent plus "lutte de classe"...

Pour les tenants du "dialogue social", la lutte de classe est une invention de gauchistes qui profitent du désarroi des victimes de la crise pour fomenter grèves et autres troubles sociaux... Petite contestation de la pensée dominante.

"L'intérêt de tous les Français..." : c'est une des formules préférées de Sarko et de ses ministres, un leurre derrière lequel ils tentent de cacher leurs motivations politiques quand il s'agit de nous imposer de nouvelles "réformes", de nouveaux reculs sociaux, tandis qu'ils arrosent patrons et banquiers à coup de milliards d'euros.

Cette formule n'est pas l'apanage de la droite. Elle est universellement utilisée par tous ceux

qui, de gauche comme de droite, prétendent voir une "communauté d'intérêt", sous prétexte de "nationalité" commune, entre des individus opposés de façon aussi inconciliable, sur le plan social, que les patrons du CAC40 et les "bénéficiaires" du RSA, que les actionnaires qui se partagent les dividendes et les salariés qui sont jetés à la rue...

Toute l'expérience de ces dernières années, avec le développement de la mondialisation, nous prouve que la classe des financiers est internationale. Elle n'utilise "ses" Etats nationaux que pour faire face à ses concurrents, mener ses guerres de pillage contre les pays pauvres, et la guerre de classe contre les clas-

ses populaires de "son" propre pays.

"L'intérêt de tous les Français" dont nous parle cyniquement Sarko se limite à ceux qui, du fait de leurs "droits" de propriété, détiennent le pouvoir de décider de qui peut travailler ou pas, et conduisent l'humanité à la catastrophe. A l'opposé, le véritable intérêt des salariés et des classes populaires ne connaît pas de frontière. Il est dans l'affirmation de notre solidarité internationale et de classe, contre les patrons et les financiers du monde entier.

Daniel M